

excès d'influence qu'exerce sur le gouvernement le très honorable premier ministre (M. Trudeau) et la maladresse de l'esconade qui l'entoure dans son bureau comme dans le cabinet ont abouti à un état d'urgence au Canada même et ont contribué à l'étranger à amenuiser davantage les valeurs canadiennes pourtant déjà basses.

Comme j'ai été étroitement associé à l'ensemble de l'opération de l'OTAN et que je connais le rôle que le Canada joue dans l'Alliance, j'ai été bouleversé lorsque le premier ministre a mis en doute, à la veille de la dernière élection, la participation de ce pays. J'ai éprouvé un sentiment d'alarme en entendant ses propos et ceux d'autres personnes par la suite. En ma qualité de président de notre association parlementaire, j'ai assuré, par de nombreux voyages au cours de deux ans et demi, la liaison entre quatorze pays membres de l'OTAN. N'ayant pas été consulté, je lui ai écrit, offrant de résumer ma pensée concernant l'OTAN, de façon qu'il puisse se former une opinion; mais je n'ai reçu aucune réponse.

**Des voix:** Honte!

**M. Ryan:** Quoique je ne songe pas à maintenir notre armée en Europe indéfiniment, non plus que de prolonger leur surveillance des installations nucléaires au-delà de 1975, alors que nos avions seront désuets, j'étais persuadé, et je le suis encore, que nous devons acquitter notre juste part de la prime de cette assurance rentable. L'ironie de la coupe unilatérale pratiquée dans notre brigade blindée de Soest et de notre arme aérienne du sud de l'Allemagne, en dépit du rapport Marmel et des instances de nos alliés, c'est que la force mobile aérienne devra être pourvue d'hélicoptères et autres moyens de transport qui coûteront vraisemblablement plus que les chars d'assaut et les avions tant pour les acheter que pour les faire fonctionner, et l'OTAN n'a, à vrai dire, pas besoin que ce rôle soit rempli comme c'était le cas pour les précédents.

Jusqu'à un certain point, notre participation à l'Alliance a été maintenue, mais la confiance qu'avaient en nous les 14 autres nations membres de l'OTAN a été gravement ébranlée.

Voilà pour ce qui est de l'Ouest. A l'Est, le gouvernement a fait des pieds et des mains pendant près de deux ans pour être reconnu par la Chine rouge, à la consternation d'un grand nombre de Canadiens, des États-Unis et de la plupart des pays du Pacifique. Après les dernières élections, le gouvernement a décidé de reconnaître la Chine rouge, même si cette décision avait pour effet de retirer l'accréditation de la République de Chine et le rappel de son ambassade d'Ottawa. On nous a dit qu'il s'agissait là de simple logique, car Mao règne sur la Chine rouge, ses millions d'habitants et son immense territoire et qu'en fait il en était le maître. On aurait pu se servir de la même logique pour reconnaître la Rhodésie et l'Allemagne de l'Est, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à la Chambre que le Canada ne reconnaîtrait pas ces régimes, que ni la Chine rouge ni aucun autre pays ne nous dictera notre politique étrangère.

**Des voix:** Bravo!

**M. Ryan:** Et cela ne devrait certainement pas dicter notre attitude vis-à-vis d'un autre pays ou d'un autre gouvernement, mais cela a pourtant été le cas. Les maoïstes ont maintenant leurs entrées à Ottawa d'où ils pour-

[M. Ryan.]

ront surveiller d'autant plus près ce qui se passe à Washington, au moment même où le responsable de cet incident décide qu'il est nécessaire de faire appel à la loi sur les mesures de guerre pour lutter contre cette engeance et juge bon d'annuler son voyage à Moscou. Quelle ironie!

Monsieur l'Orateur, comme tant d'autres politiques gouvernementales, la promesse de démocratie de participation au Canada n'est qu'une vaste fumisterie. Les jeunes enthousiastes de l'«Action Trudeau» de 1968 ont été court-circuités au berceau. Contrairement aux déclarations vantardes bureaucratiques, le Livre blanc sur la réforme fiscale n'est pas un exemple acceptable de démocratie de participation. M. Philip Johnsons, de la *Gazette* de Montréal, a tué cette idée dans l'œuf en écrivant le 30 septembre dernier:

Ce qui revient à dire que pour que la démocratie de participation de M. Trudeau existe vraiment, il faudrait que tous les citoyens soient riches, très instruits, en chômage et qu'ils aient accès à toutes les informations gouvernementales.

● (12.30 p.m.)

Les seuls Canadiens qui me semblent de cette catégorie sont les membres du cabinet et encore, il y en a parmi eux qui ne sont ni si riches ni si instruits que cela.

**Des voix:** Bravo!

**M. Ryan:** Cette façon de publier un Livre blanc et d'en discuter ensuite les réformes fiscales par le truchement des divers moyens d'information et des comités de la Chambre des communes comporte un grand désavantage, c'est que les avocats et comptables ne sont pas en mesure de prodiguer des conseils sûrs à leurs clients. Comment voulez-vous, de nos jours, qu'un avocat assure du bon vouloir à l'égard d'un client qui vaut \$100,000 ou plus. C'est dans cette catégorie que se recrute la plus grande partie de la clientèle.

Voilà où nous en sommes depuis près d'un an et il semble que cette situation doive durer indéfiniment. Beaucoup d'entreprises commerciales, en Ontario surtout, en sont venues au point mort ou ont dû être abandonnées à cause de l'incertitude qu'engendre le Livre blanc.

Une fois les réformes fédérales établies, les provinces vont dire: Comment trouver des fonds et de quelle façon allons-nous nous adapter aux réformes de l'impôt sur le revenu et des droits successoraux? Ces problèmes n'ont pas fini de se poser, selon moi. Les provinces ne seront pas satisfaites non plus, car on ne les a pas consultées avant de rédiger et de déposer le Livre blanc. Et voilà de quelle façon le gouvernement actuel respecte le fédéralisme coopératif.

Je m'inquiète beaucoup des problèmes urbains, surtout parce que ceux de l'agglomération de Toronto sont pires que dans n'importe quelle ville ou région du Canada, et ils semblent vouloir s'aggraver rapidement. Partout au Canada le chômage augmente et, devant le nombre sans cesse grandissant de gens employables qui demandent de l'aide, les villes sont aux abois. Elles attribuent cette augmentation à la façon bien étrange du gouvernement de lutter contre l'inflation et lui demandent de les aider à combler la différence dans les frais. Jusqu'ici, Ottawa n'a pas semblé vouloir le faire.

Le transport dans les villes pose de graves problèmes au Canada et aux États-Unis, mais aux États-Unis on fait quelque chose. Le gouvernement fédéral s'y est engagé à fournir 5 milliards de dollars sur une période de cinq ans pour les frais de premier établissement et d'ex-